Planning familial : un nouveau scandale dans le Lot (et ailleurs)

bvoltaire.fr/planning-familial-encore-un-scandale

Auteur : Sabine de Villeroché 05 octobre 2023 à 19:00



Quelle est cette manie de vouloir à tout prix constitutionnaliser un droit nullement menacé ? Ce mercredi encore, Emmanuel Macron récidive et annonce vouloir à tout prix sanctuariser le droit des femmes à avorter *« dès que possible »*. Pourtant, les chiffres sont là, implacables. Sur fond angoissant d'effondrement de la natalité française, le nombre d'avortements n'a jamais été aussi élevé qu'en 2022 : 234.000, soit 19,6 IVG pour 1.000 femmes en âge de procréer. Une fatalité pour les plus pauvres d'entre elles qui, faute de moyens, renoncent à mettre au monde un enfant. Mais pour celles-ci, aucun projet gouvernemental, aucune proposition, aucune étude à l'horizon : elles sont les grandes oubliées de la Macronie.

D'où vient cette obsession constitutionnelle ? Qui pousse à la roue ? Parmi les acteurs, citons bien évidemment le Planning familial, ce mouvement militant qui vit de l'argent des Français. L'association est à la pointe des délires idéologiques : homme enceint, lexique trans, port du foulard islamique, du burkini, incitation au changement de sexe pour les plus jeunes, drag queen pour les enfants... on en oublie. Mais ce n'est pas tout : ses militants incitent, encouragent et facilitent la transgression de la loi française. Carrément.

« Constituer une caisse » pour transgresser la loi

C'est un petit événement local qui a attiré notre attention. Ce samedi 7 octobre, dans le Lot, est organisée une journée *« Fest'IVG en soutien aux caisses de financement des interruptions volontaires de grossesse (IVG) hors délais »*. Au programme de l'antenne locale du Planning : aides *« aux personnes »* pour avorter hors délais légaux (14 semaines de grossesse en France) *« en Angleterre, en Espagne ou aux Pays-Bas, où les délais sont de 6 à 8 semaines plus longs »*, organisation et financement du voyage et soutien

psychologique pour *« affronter d'éventuels jugements, propos menaçants ou culpabilisants de l'entourage et de certain.es professionnel.les de santé »*. Une initiative qui n'est pas née toute seule.

À ce sujet — Le Planning familial : à *woke* toute !

C'est au niveau national que cela se joue : car sur son site, *« le plus grand réseau associatif et militant à offrir des services de santé sexuelle en France »* consacre une page spéciale à ces *« personnes »* (ne dites plus « femmes », ce serait insulter gravement, selon le lexique trans) qui souhaitent avorter hors délais légaux et propose de leur simplifier les démarches en les aidant - entre autres - à obtenir le remboursement Sécu pour un acte fait à l'étranger. Une pétition en ligne circule pour dénoncer ce nouveau scandale.

Le Planning : un scandale social et financier

Comment expliquer l'impunité du Planning familial qui promeut et facilite la transgression de la loi ? Pourquoi ce laisser-faire des pouvoirs publics ? En avril dernier, dans une tribune publiée dans *Le Point*, un collectif d'intellectuels et de médecins (dont Élisabeth Badinter et Jean-François Mattei) dénonçait, outre *« les absurdités scientifiques du Planning, parmi lesquelles l'orientation trans du mouvement »*, *« ce scandale social qui s'ajoute au scandale financier. Car le Planning est un organisme financé par l'État et les diverses collectivités à hauteur de 2,8 millions d'euros par an. C'est-à-dire financé par le contribuable. À l'heure où il est nécessaire de contrôler des dépenses publiques surabondantes...»*

Un chiffre étonnant qui devrait intéresser l'ensemble des Français plumés, appauvris, étranglés, et particulièrement ces 15 % d'entre eux qui sautent un repas par jour. Tous savent, maintenant, à quoi sert leur argent.

© Copyright 2007-2024 Boulevard Voltaire